

# QUÉBÉCOIS



**CADRE FINANCIER**



## La plateforme et le cadre financier du Bloc Québécois s'articulent autour de quatre grandes priorités :

1. Assurer la pérennité de l'État québécois et du système de santé par une hausse importante des transferts en santé.
2. Préserver le pouvoir d'achat des Québécoises et des Québécois, en particulier les personnes âgées et les bénéficiaires de l'assurance-emploi.
3. Accélérer la transformation de l'économie en soutenant la transition énergétique, l'économie verte, les secteurs de pointe et l'agriculture durable, domaines où le Québec excelle, et en s'attaquant à la pénurie de main-d'œuvre qui freine leur développement.
4. Permettre aux secteurs qui vivent plus longtemps les effets de la pandémie de passer au travers, en remplaçant les programmes mur-à-mur par des programmes plus ciblés et mieux circonscrits.

## Revenus et économies

Nous estimons que le gouvernement peut aller chercher 82,3 G\$ en nouveaux revenus sur 3 ans.

En matière de nouveaux revenus, notre priorité est l'équité : nous demandons un effort accru à ceux qui paient moins que leur part actuellement.

Certaines entreprises, de même que les personnes ayant un gros patrimoine, se sont enrichies pendant la pandémie, alors que la majorité de la population et des petites entreprises se serraient la ceinture.

Nous proposons qu'ils contribuent à un impôt de solidarité temporaire :

- Prélèvement unique de 3 % sur la valeur nette des actifs de plus de 10 M\$ et 5 % sur la valeur nette des actifs de plus de 20 M\$, payable sur 3 ans, pour les grandes fortunes;
- Prélèvement unique de 15 % sur les profits extraordinaires des grandes entreprises, soit la part de leurs profits qui a augmenté avec la pandémie.

Exiger des multinationales d'internet qu'elles paient une redevance de 3 % sur leur chiffre d'affaires au Canada.

Soumettre les utilisateurs des paradis fiscaux et les tricheurs du fisc à des contrôles plus serrés ainsi qu'à l'obligation de payer l'impôt sur les profits qu'ils rapatrient des paradis fiscaux.

Mettre à contribution les entreprises pétrolières qui continuent à jouir d'avantages fiscaux importants 10 ans après que le gouvernement ait promis de les abolir.

Instaurer la péréquation verte en remplaçant une partie de la péréquation actuelle payée par les contribuables par une nouvelle péréquation verte payée par les pollueurs. Ceci permet d'alléger le fonds consolidé de 2,1 G\$ en 2022-2023 et 2023-2024, une économie qui ira en augmentant.

# Dépenses

La plateforme du Bloc Québécois propose 139 G\$ en nouvelles dépenses en trois ans.

Là où le Bloc Québécois se distingue des autres partis, c'est dans l'importance qu'il accorde à une participation équitable du palier fédéral au financement de notre système de santé.

65 % des nouvelles dépenses découlent de la hausse de 91 G\$ du Transfert canadien pour la santé sur trois ans.

Cette somme fera passer la part fédérale des coûts de santé de 22 % actuellement à 35 % dès cette année, pour la maintenir à ce niveau par la suite.

La somme peut paraître énorme. Elle l'est. Mais il ne s'agit pas d'une nouvelle dépense. Les contribuables assument déjà les coûts de santé. C'est la part assumée par chaque palier de gouvernement que nous changeons, faisant passer la répartition de 78-22 à 65-35.

Année après année, le Directeur parlementaire du budget arrive au même constat dans son rapport sur la viabilité financière : à terme, les finances fédérales iront en s'améliorant alors que celles des provinces iront en empirant, jusqu'au point où les gouvernements provinciaux ne seront plus viables et imploseront sous le poids des coûts de santé.

Ce constat est alarmant et, en tant que Québécois, les députés du Bloc n'accepteraient pas que la pérennité de leur État national soit mise en cause.

La part de 35 % répond à une demande unanime des premiers ministres des provinces et du Québec. Eux-mêmes s'appuient sur l'étude que le Conference Board a faite pour le compte du Conseil de la fédération et qui conclut que c'est ce partage des coûts qui a pour effet d'exercer une pression comparable sur les deux ordres de gouvernements, rétablissant l'équilibre entre eux.

Ainsi, si l'on observe les finances publiques dans leur ensemble plutôt que de considérer le palier fédéral isolément, les 91 G\$ que nous affectons au TCS ne change rien à l'état des finances. Il met simplement fin au déséquilibre entre les deux paliers de gouvernement afin d'assurer la pérennité de l'État québécois, notre État.

L'autre grand poste de dépense (15 G\$ sur trois ans) concerne la Pension de la sécurité de la vieillesse qui, parce qu'elle n'évolue pas au même rythme que l'augmentation des salaires, ne protège plus le pouvoir d'achat. Alors que les enfants du baby-boom arrivent à la retraite, un effondrement de leur pouvoir d'achat risque d'ajouter un choc économique au choc démographique.

Même chose pour l'assurance-emploi. En principe, le régime devrait être le stabilisateur automatique par excellence de l'économie, mais la pandémie en a révélé les failles, forçant le gouvernement à inventer à la va-vite une série de programmes de soutien au revenu. Comme le régime est entièrement financé par les cotisations des travailleurs et de leurs employeurs, les bonifications ne proviennent pas du fonds consolidé.

En matière économique, nous proposons d'entrer résolument dans le 21e siècle en accélérant le virage vers l'économie verte et les secteurs de pointe. Politique de l'aérospatiale, transformation de la forêt et de l'aluminium propre, investissements patients dans les nouvelles technologies, électrification des transports, carburants verts : nous mettons les bouchées doubles, en plus de l'effet levier provenant des prêts, garanties et participations au capital, lesquels peuvent être portés au Compte du Canada sans être inscrits dans la colonne des dépenses.

Toujours au chapitre de la transition énergétique, notre projet le plus ambitieux n'apparaît pas au cadre financier. Contrairement aux autres partis qui veulent faire entièrement financer le virage vert par les contribuables, le Bloc Québécois propose une approche réglementaire pour faire en sorte que les banques prennent en compte les risques climatiques et délaissent graduellement le financement des projets d'énergie fossile, peu dynamiques et peu porteurs d'avenir, libérant des dizaines de milliards pour financer des projets économiques plus durables.

Notons que le cadre financier du Bloc Québécois ne porte que sur trois ans. L'incertitude sur la reprise et l'absence de perspectives fiscales à long terme de la part du gouvernement nous empêchent de présenter un portrait sur un horizon plus long.

Nous estimons que ces priorités correspondent à la fois aux besoins des Québécois et aux attentes des Québécois.

# Revenus

REVENUS (M\$)	2021-2022	2022-2023	2023-2024
<b>RÉTABLIR L'INTÉGRITÉ DE L'ASSIETTE FISCALE</b>			
Lutte aux paradis fiscaux	6 302	5 947	5 591
Lutte à l'évasion fiscale à l'international	1 239	1 743	2 178
<b>FIN DES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES</b>			
Fin de l'incitatif à l'investissement accéléré (secteurs pétrolier et gazier)	473	371	202
Fin de la déduction pour frais d'aménagement au Canada accordée aux sociétés pétrolières, gazières et charbonnières	2 517	2 567	2 617
Fin des subventions directes financières aux secteurs pétrolier et gazier	600	600	600
<b>FAIRE CONTRIBUER LES MULTINATIONALES D'INTERNET</b>			
Redevance de 3 % sur chiffre d'affaires	600	660	730
<b>AUTRES MESURES</b>			
Abolir la Banque de l'infrastructure	0	25	25
Taxe anti-flip	2	8	8
Péréquation verte (diminution de l'ancienne péréquation)	—	770	1 332
<b>SUBVENTION SALARIALE D'URGENCE DU CANADA (SSUC)</b>			
Remboursement par les partis politiques	2	0	0
<b>FIN DE LA MONARCHIE</b>			
Abolir le poste de Gouverneur Général et fin des paiements de pensions pour les anciens GG	14	55	55
<b>COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES FÉDÉRALES</b>			
Éliminer la Commission des valeurs mobilières fédérale	11	11	11
<b>FISCALITÉ DE SOLIDARITÉ</b>			
Impôt ponctuel : 3 % sur la valeur nette des actifs de plus de 10 M\$ et 5 % sur la valeur nette des actifs de plus de 20 M\$ payable sur 3 ans	12 140	12 140	12 140
Impôt sur les bénéfices extraordinaires : impôt supplémentaire de 15 % sur les bénéfices extraordinaires <sup>1</sup>	8 000	—	—
<b>TOTAL</b>	<b>31 900</b>	<b>24 898</b>	<b>25 490</b>

— : déjà prévu au budget ou pas d'estimation disponible.

<sup>1</sup> Définition de bénéfices extraordinaires : bénéfices réalisés en 2020 par une entreprise qui sont supérieurs à ce qui aurait été normalement attendu. Les entreprises visées sont celles dont le chiffre d'affaires a été supérieur à 10 M\$ au moins une année au cours des 5 dernières années.

# Dépenses

INVESTISSEMENTS (M\$)	2021-2022	2022-2023	2023-2024
<b>SANTÉ</b>			
Transferts annuels en santé à 35 % des coûts de santé du Québec et des provinces dès maintenant puis hausse de 6 % par la suite	28 000	30 666	32 388
<b>LOGEMENT</b>			
Logement	600	600	600
Part du Québec pour la lutte à l'itinérance	—	—	—
<b>AÎNÉS</b>			
Augmenter la PSV de 110 \$/mois indexé pour tous les 65 ans et plus	1 630	6 600	6 930
Étendre les services d'aide financière à tous les citoyens via le réseau des services communautaires (15 M\$ sur 2 ans)	8	8	
SRG du défunt versé au survivant pendant 3 mois	60	63	67
Abrogation des dispositions discriminatoires de la loi fédérale sur les pensions (mariage ou union de fait après 60 ans)	300	300	300
Crédit d'impôt pour aidants naturels remboursables	131	536	579
Crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience	161	644	647
<b>ASSURANCE-EMPLOI</b>			
50 semaines de prestations d'assurance-emploi en cas de maladie grave	—	—	—
Hausser le Transfert canadien pour le programmes sociaux (TCPS) et les ententes sur la formation de la main-d'œuvre	109	915	1 433
Jeunes mères qui perdent leur emploi après leur congé de maternité	—	—	—
<b>TÉLÉTRAVAIL</b>			
Pérenniser la déduction d'impôt pour télétravail	—	210	210
<b>PREMIÈRES NATIONS</b>			
Plan quinquennal – logement autochtones (4,3 G\$ sur 5 ans)	860	860	860
Réalisation des appels à l'action de la Commission de Vérité et Réconciliation	107	107	107
<b>FEMMES</b>			
Entrepreneuriat féminin	50	50	50
Remboursement des partis politiques pour la parité	—	—	—

**ENVIRONNEMENT**

Érosion des berges	250	250	250
TPS sur les factures d'Hydro-Québec	257	257	260

**VÉTÉRANS**

Éliminer l'arriéré dans les demandes de prestations des vétérans	7	27	28
Crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région désignée	74	107	129
Maintenir et améliorer l'aide aux entreprises et organismes			

**AIDE DIRECTE**

Prolonger la Subvention salariale d'urgence (SSUC) et la Subvention d'urgence pour le loyer (SULC) pour certains secteurs	476	213	
---	-----	-----	--

**CULTURE ET TOURISME**

Subventions aux festivals et événements	75	75	75
Tarif unique de la livraison pour les livres via Postes Canada (que les libraires indépendants appartenant à des intérêts canadiens aient accès au tarif des livres de Postes Canada, actuellement étendu aux bibliothèques, et ce, jusqu'à la fin de la pandémie)	5	5	
Propulser nos PME vers demain	—	—	—

**INNOVATION**

Recherche et dév. dans les centres de recherche québécois	50	200	200
Tirer profit des atouts du Québec et faire prospérer nos régions	—	—	—

**AGRICULTURE & ALIMENTATION**

Compensations (gestion de l'offre) ACEUM et transformateurs	600	600	600
Bonification des programmes AGRI	6	500	500
Travailleurs étrangers temporaires** (transfert à Québec)	90		
Multifonctionnalités	20	500	500
Pesticides	300	300	300
Stratégie d'achat local et commerces de chez-nous	100	100	100

**CONSTRUCTION NAVALE**

Achat du MV Astérix et acquisition de l'Obélix	—	633	797
--	---	-----	-----

**TERRITOIRE & TÉLÉCOM**

Transition numérique des entreprises	—	—	—
--------------------------------------	---	---	---

**FORÊT**

Soutenir notre industrie forestière

85 10 10

**ALUMINIUM**

Fonds sectoriel : Verser les sommes issues des contre-tarifs américains sur l'aluminium canadien en 2018

120 — —

**AÉROSPATIAL**

Stratégie sur l'aérospatial (retombées, R&amp;D pour aéronefs de demain, recyclage, aide aux PME pendant la crise)

125 500 500

**RELANCE VERTE**

Instaurer un programme de rénovations vertes (incluant un volet commercial)

400 400 400

Rénovations vertes agriculture

1 3 5

Électrification autobus scolaires

3 6 9

**ASSURER LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE**

Augmenter les fonds du Bureau du vérificateur général

25 25 25

Création d'un Commissaire à l'intégrité de l'État

8 8 8

Financement public des partis politiques

45 46 45

Programme de rachat obligatoire des armes d'assaut prohibées et lutte au trafic d'armes

1 000 1 000 100

Développement international et appui aux organisations internationales

200 300 450

Autres mesures non annoncées

2 000 2 000 2 000

**TOTAL****38 336 49 624 51 461**

# Solde

	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Nouveaux revenus	31 900	24 898	25 490
Nouvelles dépenses	38 336	49 624	51 461
Service de la dette supplémentaire	28	183	533
<b>SOLDE DES NOUVELLES MESURES</b>	<b>- 6 464</b>	<b>-24 909</b>	<b>-26 504</b>
Revenus prévus (DPB)	367 200	394 500	415 300
Charges prévues (DPB)	494 700	427 200	442 100
<b>SOLDE COMBINÉ</b>	<b>-133 939</b>	<b>-57 609</b>	<b>-53 304</b>

**bloc**quebécois**.quebec**